

Libération réclamée des prisonniers de guerre arméniens



Article rédigé par *Le Point*, le 16 mars 2021

Source [Le Point] Quatre mois après le cessez-le-feu au Haut-Karabakh, des personnalités françaises réclament la libération des Arméniens détenus en Azerbaïdjan.

Quatre mois après [l'accord de cessez-le-feu du 9 novembre 2020](#) signé par l'[Arménie](#), l'[Azerbaïdjan](#) et la [Russie](#), le régime de Bakou se refuse toujours à appliquer l'une de ses principales clauses sur le plan humanitaire : la libération des prisonniers de guerre. On estime à deux cents le nombre de ceux qui sont toujours détenus dans les prisons de [cette pétrodictature](#). Lors d'une conférence de presse donnée le 26 février, [le président Ilham Aliyev](#) a déclaré qu'il considérerait ces détenus comme des « terroristes » au motif que leur arrestation est postérieure au 9 novembre. Or, ces soldats étaient à cette date pris au piège dans la poche d'Hadrou, l'un des principaux fronts lors du conflit, ville encerclée, mais non encore occupée par les forces turco-azerbaïdjano-djihadistes au moment de la signature du cessez-le-feu.

En se saisissant de ce prétexte, le chef de l'État azerbaïdjanais se livre à une violation grossière de ses obligations, dans leur lettre comme dans leur esprit. Ce non-respect d'un document signé brise tout espoir d'un retour à la vie normale pour ce qu'il reste du peuple arménien sur ses terres ancestrales, cent ans après le génocide de 1915. Il ne peut être interprété que comme une manifestation de haine supplémentaire à l'endroit de cette entité que le président Aliyev avait promis de « chasser comme des chiens ». Et ce, après 44 jours d'agression militaire, de bombardements et d'exactions qui se sont soldés par la mort de 3 500 conscrits arméniens, pour la plupart âgés d'une vingtaine d'années, et la fuite de dizaines de milliers de réfugiés.

La pratique systématique des crimes de guerre perpétrés par la partie azerbaïdjanaise tout au long de son offensive, et en particulier la diffusion complaisante de vidéos d'exécutions sommaires, de tortures infligées à des soldats aussi bien qu'à des civils arméniens, de mutilations de cadavres, laissent craindre le pire pour ceux dont le sort est désormais soumis à l'arbitraire d'un régime classé parmi les tout derniers de la planète dans le rapport sur la liberté et la démocratie que vient de publier Freedom House. Un classement qui confirme celui de l'ensemble des ONG de défense des droits de l'homme, dont Reporters sans frontières, qui positionne l'Azerbaïdjan à la 168e place sur 180 pays, dans son classement sur la liberté de la presse.

Retrouvez l'intégralité de l'article [en cliquant ici](#)